



KPMG Sénégal S.A.
Avec Conseil d'Administration
Immeuble Horizons S.A.
83, Boulevard de la République
Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27
Télécopie : + 221 33 822 17 02
NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE
DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION
DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA
GESTION 2014**

**GROUPE III
MINISTERE DE L'EDUCATION
NATIONALE**

RAPPORT DEFINITIF

**ARMP - AUTORITE DE REGULATION
DES MARCHES PUBLICS**
Rue Alpha Hachamiyou TALL x Kléber BP 11303 Dakar - Sénégal
Ce document contient 32 pages (incluant celle-ci)
Réf. NDS/DSDS/ABA/2015-07/742.



SOMMAIRE

SYNTHESE	5
1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	5
1.1 Contexte	5
1.2 Objectifs de la mission	5
1.2.1 Objectifs spécifiques	6
1.2.2 Etendue des travaux à effectuer	7
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	8
2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé	8
2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal	8
2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel	9
2.1.2 Principes	12
2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)	12
2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)	12
2.1.3 Procédures	13
3. SYNTHESE DE LA REVUE	14
3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	14
3.1.1 Présentation de l'autorité contractante	14
3.1.2 Commission des marchés	14
3.1.3 Cellule de Passation des Marchés	15
3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	15
3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés	15
3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés	15
3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés	15
3.1.6 Archivage des dossiers	15
3.1.7 Autres	15
3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés	16
3.2.1 Echantillon	16
3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée	17
3.2.3 Marchés conclus par AOO	18
3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revue de la DCMP	18
3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revue de la DCMP	20
3.2.4 Marchés conclus par AOR	21
3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles	21

3.2.6	<i>Marchés conclus par DRP</i>	21
3.2.7	<i>Marchés passés par Entente Directe</i>	24
3.2.8	<i>Avenants</i>	24
3.2.9	<i>Evaluation des fractionnements potentiels</i>	25
3.2.10	<i>Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP</i>	25
3.3	<i>Constats relatifs à l'exécution financière</i>	25
3.4	<i>Constats relatifs à l'Inspection physique</i>	25
4.	<i>SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS</i>	26
5.	<i>SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES</i>	30
6.	<i>STATISTIQUES DES ANOMALIES</i>	31
7.	<i>ANNEXES</i>	32
7.1	<i>Réponses de l'Autorité Contractante</i>	32
7.2	<i>Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante</i>	32

ABREVIATIONS ET ACRONYMES



PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité Contractante
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
ANO	Avis de non objection
AOO	Appels d'Offre Ouvert
AOR	Appel d'Offre Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BL	Bordereau de Livraison
CFAA	Country Financial Accountability Assessment
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code d'Obligation de l'Administration
CPAR	Country Procurement Accountability Review
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DN	Document Non obtenu
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxe
MEN	Ministère de l'Education Nationale
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
N/A	Non applicable
PI	Prestation Intellectuelle
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des Marchés
PV	Procès verbal
SA	Société Anonyme
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN	Société Nationale
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

SYNTHESE

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION







1.1 Contexte

Le Gouvernement du Sénégal a réalisé, entre 2002 et 2003, avec l'appui des partenaires au développement, deux (02) exercices d'évaluation :

-  l'un des systèmes de gestion des finances publiques ;
-  l'autre de la passation des marchés publics ;

visant à améliorer la performance de la gestion des finances publiques sénégalaises. Ces exercices ont donné lieu à la production des rapports CFAA - Country Financial Accountability Assessment et CPAR - Country Procurement Accountability Review.

A ces rapports, s'en sont suivies :

-  l'initiation de mesures de réformes budgétaires et la prévision de l'évolution du Code des Marchés Publics ;
-  en 2004, la première mission d'audit à posteriori de la passation de marchés de six (06) ministères clés et celui de huit (08) ministères l'année suivante ;
-  en 2005, la formulation de directives du Conseil des Ministres de l'UEMOA en faveur de l'amélioration harmonisée des systèmes de passation des marchés publics dans l'Union ;
-  la mise en place des nouveaux organes du système de passation de marchés en 2007 ;
-  la promulgation d'un nouveau Code des Marchés Publics en 2011 (Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) ;
-  et la généralisation des revues indépendantes de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes sous l'impulsion de la nouvelle Autorité de Régulation des Marchés.

La présente mission de revue indépendante s'inscrit dans le cadre de la généralisation précitée.











1.2 Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes citées dans les TDR, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2014, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics.

Il s'est agi principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

1.2.1 Objectifs spécifiques

La mission comprend les **objectifs spécifiques** suivants :

-  se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
-  vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
-  fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
-  identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, nous apporterons un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
-  procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
-  pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
-  dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
-  examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
-  examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
-  examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;

- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- ✚ faire des recommandations pour le futur.

Un expert de l'ARMP a été désigné pour accompagner ponctuellement la mission sur les sites des autorités contractantes afin de faciliter l'introduction du consultant auprès desdites autorités et l'appuyer dans le cadre de la constitution de la documentation.

1.2.2 Etendue des travaux à effectuer

Notre mission porte principalement sur :

- ✚ la vérification, au sein des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des TDR (pour les ministères, sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP, indiqué dans les TDR), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle soit la source de financement (des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des services rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales) ;
- ✚ la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés ;
- ✚ l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ;
- ✚ En fin de mission nous devons, assurer à 25 experts de l'ARMP et de la Direction Centrale des Marchés Publics DCMP, une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de chaque institution.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé

2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal

Le Code des Marchés Publics (décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011) fixe les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins en matière de :

- ✚ réalisation de travaux ;
- ✚ d'achat de fournitures ;
- ✚ d'achat de services ;

Ce décret a été pris en application :

- ✚ de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA);
- ✚ de la Directive N° 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;
- ✚ des dispositions relatives aux modes de conclusions des contrats administratifs du COA (Code des Obligations de l'Administration), qui résultent de la Loi n°65-51 du 19 juillet 1965, modifiée par la Loi n°2006-16 du 30 juin 2006. C'est ce que prévoit en particulier l'article 23 du COA.

Le contrôle des marchés publics est en outre fondé sur les textes suivants :

- ✚ le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, portant Charte de Transparence et d'Éthique ;
- ✚ le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007, portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- ✚ le décret n° 2007-547 du 25 avril 2007, portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics ;

- ✚ les textes subséquents d'application parmi lesquels les arrêtés suivants :
- Arrêté N° 012783 du 26/12/12 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics ;
 - Arrêté N° 012785 du 26/12/12 fixant les seuils de contrôle à priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés Publics ;
 - Arrêté N° 012786 du 26/12/12 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des Autorités Contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics ;
 - Arrêté N° 012788 du 26/12/12 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés Publics ;
 - Arrêté N° 012789 du 26/12/12 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78-3-a du Code des Marchés Publics ;
 - Arrêté N° 012790 du 26/12/12 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du Code des marchés Publics ;
 - Arrêté N° 012791 du 26/12/12 pris en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- ✚ Ainsi que les circulaires, décisions, résolutions, etc. précisant les modalités d'application du CMP.

2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel

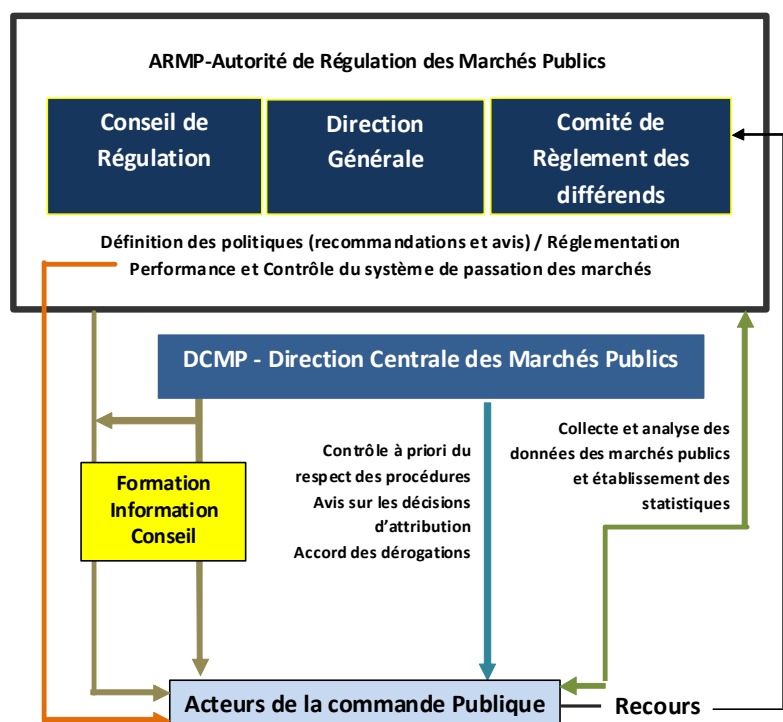
Le dispositif institutionnel mis en place comporte deux (02) structures qui sont l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP et la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP.

✚ l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP

La régulation des marchés publics est assurée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) qui est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Primature. Elle est créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l'Administration et est dotée de l'autonomie financière et de gestion. La mission et les attributions de l'ARMP sont définies par le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.

Les rôles clés de l'ARMP sont schématisés ci-après :

Figure 1 - Les acteurs institutionnels clés de la commande publique au Sénégal



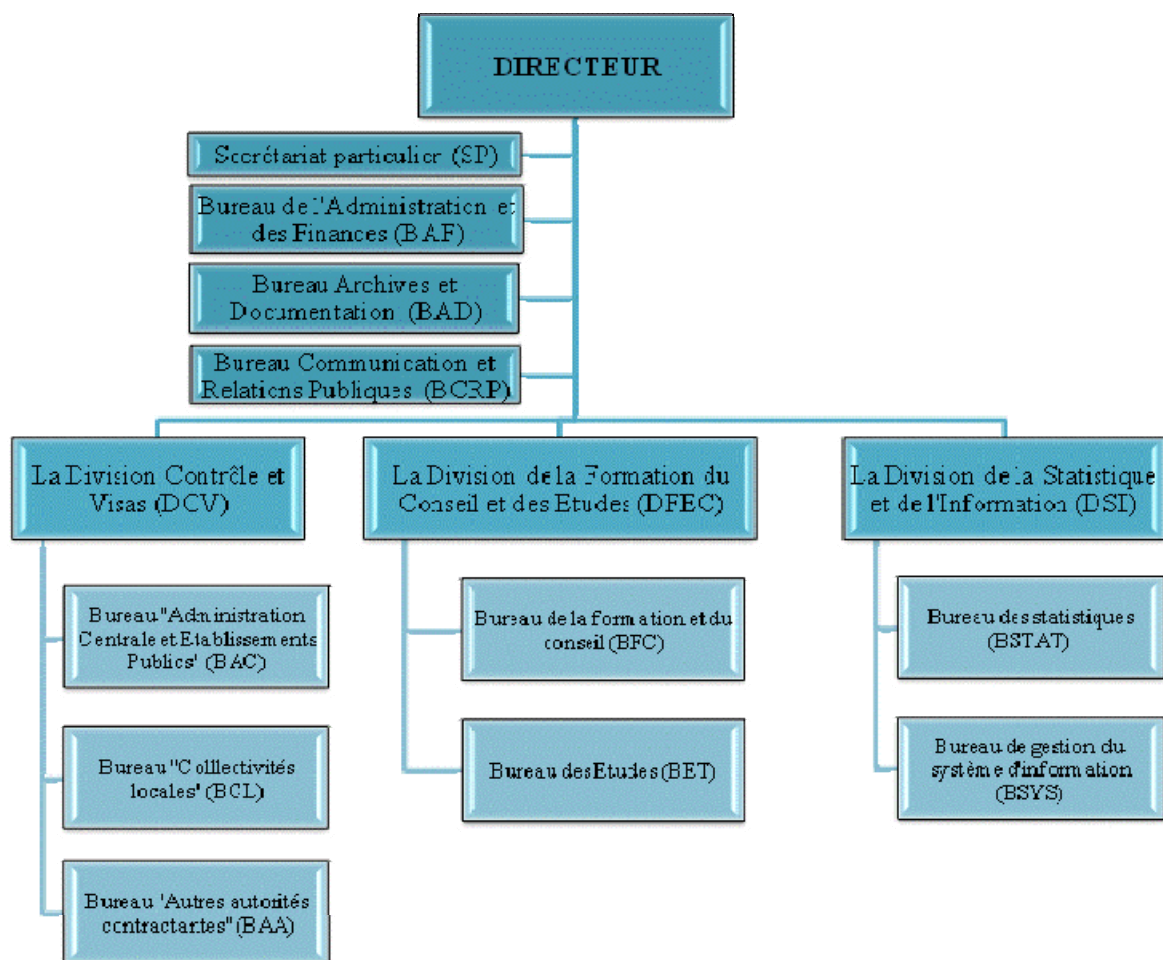
la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP

Le contrôle de la passation des marchés est effectué par la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Créée par le décret n°2007-547 du 25 avril 2007, la DCMP a pour mission :

- ✚ d'assurer le contrôle à priori des procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;
- ✚ d'émettre des avis sur les décisions concernant l'attribution des marchés et d'accorder à la demande des autorités contractantes, les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par la réglementation ;
- ✚ d'assurer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, la formation, l'information et le conseil de l'ensemble des acteurs de la Commande publique sur la réglementation et les procédures applicables ;
- ✚ de contribuer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, à la collecte et à l'analyse des données ainsi qu'à l'établissement des statistiques sur les marchés publics.

L'organigramme de la DCMP est présenté ci-dessous :



Ainsi, la DCMP est un acteur majeur du système institutionnel de la passation des marchés.

2.1.2 Principes

2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)

Le code des marchés publics s'applique aux marchés conclus par les autorités contractantes suivantes :

- a) l'Etat, y compris ses services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale placés sous son autorité ;
- b) les collectivités locales, y compris leurs services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale, placés sous leur autorité, ainsi que les groupements mixtes et les établissements publics locaux visés respectivement par les articles 74 et 327 du Code des collectivités locales ;
- c) les établissements publics ;
- d) les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'Etat ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;
- e) les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire ;
- f) les associations formées par les personnes visées aux paragraphes a) à e) ci-dessus.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, conformément au CMP, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets, doit être effectuée dans les conditions stipulées aux articles 31 à 34 du CMP.

2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN ¹ / SA ² à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.

¹ Sociétés Nationales

² Sociétés Anonymes

2.1.3 Procédures

Le code des marchés publics prévoit cinq (05) procédures d'appel d'offres à savoir :

- ✚ appel d'offres ouvert (articles 66 à 70 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec pré-qualification (articles 66 à 70 et 71 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres ouvert en deux étapes (articles 66 à 70 et 72 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres restreint (articles 66 à 70 et 73 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec concours (articles 66 à 70 et 75 du CMP).

Toutefois l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions prévues par le CMP.

En effet, le CMP prévoit des procédures spécifiques telles que :

- ✚ l'entente directe qui est applicable dans les cas prévus à l'article 76 du CMP ;
- ✚ la Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pour les fournitures, travaux ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP ;
- ✚ la consultation restreinte pour les marchés de prestations intellectuelles ;
- ✚ les marchés à commande ou marchés de clientèle lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou services courants nécessaires à ses besoins.

3. SYNTHESE DE LA REVUE

3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1 Présentation de l'autorité contractante

- Sous l'autorité du Premier Ministre, le Ministre de l'Education Nationale, à travers son ministère, prépare et met en œuvre la politique définie par le Chef de l'Etat en matière d'éducation, de formation des enfants et des jeunes en âge de fréquenter les écoles dispensant un enseignement préscolaire, élémentaire, moyen général ou secondaire général :
 - Il est chargé, à ce titre, sous réserve des compétences dévolues aux collectivités locales, de la gestion de l'enseignement public préscolaire, primaire, moyen et secondaire général.
 - Il prépare et applique la politique menée en matière d'enseignement privé préscolaire, primaire, moyen et secondaire général.
 - Il veille à l'instauration d'un climat apaisé en milieu scolaire.
 - Il veille à l'éducation des plus jeunes.
 - Il veille à l'amélioration de l'organisation et du fonctionnement des daaras et à leur intégration dans le système éducatif.
 - Il encourage la pratique de la lecture et de l'écriture.
 - Il veille à l'enseignement de l'éducation civique dans le système éducatif.
 - Il a la charge d'assurer la qualité des programmes d'enseignement, d'assurer les réformes nécessaires, et de veiller au niveau éducation des populations par l'élaboration de programmes d'alphabétisation appropriés.
 - Il exerce ses activités dans le cadre du système éducatif africain.
 - Il suit les relations avec l'Unesco.

3.1.2 Commission des marchés

Un retard a été accusé dans la mise en place de la Commission des Marchés du Ministère de l'Education Nationale. Alors que les actes de nomination doivent être transmis à la DCMP et à l'ARMP avant le 05 janvier de chaque année, l'arrêté portant nomination des membres de la Commission des Marchés du Ministère de l'Education Nationale a été signé le 21 janvier 2014 en violation de l'article 06 de l'arrêté N°012786 du 26.12.2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics.

Nous avons relevé l'existence de commissions internes (commissions non habilitées) pour le dépouillement des Demandes de Renseignements et de Prix en violation de la réglementation des marchés.

3.1.3 Cellule de Passation des Marchés

Nous avons obtenu la décision N° 00000446 /MEN/SG/CPM/Dg pris le 27 janvier 2014 portant nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés du Ministère de l'Education Nationale.

Les attestations de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics mises à notre disposition ne sont pas conformes. Certaines ne sont pas datées (attestations de M. Etienne SARR et de M. Bassirou MBENGUE, membres de la Commission des Marchés) ; d'autres sont signées en fin de la période d'audit, le 31 décembre 2014 (attestations de M. Cheikh Tidiane MBAYE, de M. Souadou BA et M. Mamadou Lamine COLY, tous membres de la Cellule).

3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

Pour la gestion 2014, le Ministère de l'Education Nationale n'a produit que deux rapports trimestriels (septembre et décembre) en violation de l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.

Le rapport annuel produit par la Cellule de Passation des Marchés du Ministère est incomplet. Il ne prend pas en compte les Demandes de Renseignement et de Prix.

3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés

3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés

Nous avons reçu le plan de passation des marchés et n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés

Nous avons obtenu l'avis général de passation de marchés toutefois la date de publication n'apparaît pas clairement pour vérifier la conformité. Nous avons obtenu un courrier n°00004604/MEN/SG/CPM en date du 01 Octobre 2013 pour l'insertion de l'avis général de passation des marchés.

3.1.6 Archivage des dossiers

L'archivage des dossiers de marchés du Ministère de l'Education fait défaut. En effet, les dossiers de marchés ne sont pas centralisés au niveau de la Cellule de Passation des Marchés. Chaque service archive ses documents de marchés. Les dossiers sont mal classés ; il est quasi impossible de les exploiter. Selon l'arrêté n° 012783 du 26 /12/2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés, la cellule est chargée du classement et de l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services.

3.1.7 Autres

Le Ministère de l'Education Nationale ne dispose pas d'un fichier de fournisseurs agréés. La mise en place de ce fichier constitue une bonne pratique.

3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

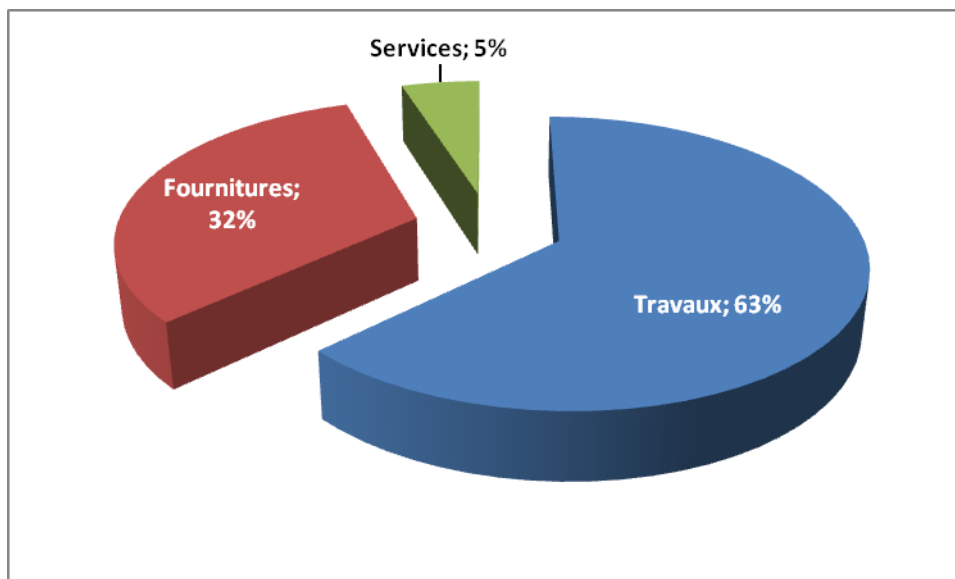
3.2.1 Echantillon

Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés exécutés en 2014 par le Ministère de l'Education Nationale.

La composition de cette liste ainsi que l'échantillon retenu sont définis dans le tableau ci-dessous :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2014		Échantillon des marchés examinés lors de la présente revue		%	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	29	11 209 834 344	18	9 677 295 057	62%	86%
Appel d'offres restreint (AOR)	01	858 479 217	01	858 479 217	100%	100%
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	153	1 297 811 546	48	674 799 610	31%	52%
Avenant	11	631 787 861	10	624 370 352	91%	99%
Entente directe (ED)	01	225 000 000	01	225 000 000	100%	100%
TOTAL	195	14 222 912 968	78	12 059 944 236	40%	85%

La répartition de notre échantillon par nature de marchés est présentée dans le graphe suivant :



Le graphe ci-dessus indique que l'échantillon comprend :

- ✚ 32% de marchés de fournitures pour un montant de 3 864 906 038 CFA TTC ;
- ✚ 63% de marchés de travaux pour un montant de 7 599 494 937 CFA TTC ;
- ✚ 05% de marchés de services pour un montant de 595 543 261 CFA TTC

3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA	
Fournitures	15 000 000
Travaux	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000
Services	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP en vigueur.

3.2.3 Marchés conclus par AOO

3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revue de la DCMP

Les points ci-dessous ont été relevés sur les Appel d'Offres Ouvert atteignant le seuil de revue de la DCMP :

Observations d'ordre général :

- Les Procès Verbaux d'ouverture des offres ne sont pas transmis aux soumissionnaires ;
- La publication des avis d'attribution provisoire et définitive n'est pas systématique
- Les notifications aux titulaires ne sont pas systématiquement archivées.

Observations d'ordre spécifique :

Nous avons relevé les observations sur les AOO ci-dessous :

- **Acquisition de manuels scolaires de la 1ere étape du curriculum en approche par les compétences » en deux lots attribué respectivement aux Editions des Ecoles Nouvelles Africaines Sénégal SA (EENAS) pour 342 030 645 CFA TTC et aux HACHETTES LIVRES SA pour un montant de 1 235 025 450 CFA TTC.**
 - ✓ Absence de l'avis de la DCMP sur le Dossier d'Appel d'Offres ;
 - ✓ Absence de l'Avis d'Appel d'Offres ;
 - ✓ Absence de la preuve de transmission du PV d'ouverture des offres ;
- **Construction de 11 collèges de proximité de type rural dans les régions de Dakar, Thiès, Diourbel et Fatick attribué en quatre (04) lots comme suit :**
 - Construction de 02 collèges à Dakar (CEM Sedina Issa Laye) attribué à EMB Mamadou NDIAYE pour un montant de 161 596 438 HT ;
 - Construction de 03 collèges à Thiès (CEM Thiadiaye II, CEM Tatene Sérere, CEM Chérif LO) attribué à KFE pour un montant de 243 863 675 HT ;
 - Construction de 03 collèges à Diourbel (CEM Gawane, CEM Ker Mbaye, CEM Abibou NIASS) attribué à SES pour un montant de 255 633 663 HT ;
 - Construction de 03 collèges à Fatick (CEM NDIDOR, CEM Nioro Alassane TALL, CEM Wardiakhale attribué à SETA INTERNATIONAL pour un montant de 262 885 943 HT.
 - ✓ Absence de l'avis de la DCMP sur le Dossier d'Appel d'Offres ;
 - ✓ Le rapport d'évaluation mis à notre disposition n'est pas signé ;
 - ✓ Absence de la preuve de transmission du PV d'ouverture des offres.
- **Travaux de construction de 09 collèges de types rural dans les régions de Kaffrine, Saint Louis et Matam, 10 additionnelles au niveau des CEM des régions de Dakar, Matam, Diourbel, Tamba, Thiès, Saint Louis et Fatick attribué en cinq (05) lots comme suit :**
 - Construction de 03 collèges à Kaffrine (CEM Diameguene TP, Malem Hodar, CEM Koumpentoum dans la région de Tamba attribué à TECHNIMEX pour un montant de 246 769 679 HT ;
 - Construction de 03 collèges à Saint Louis (CEM Ndombo, CEM Thiangaye, CEM Guinaw rail) attribué à REBOTECH pour un montant de 248 676 238 HT ;

- Construction de 03 collèges à Matam (CEM Thianaf, CEM Padalal, CEM Tamba commune dans la région de Tambacounda) attribué à EKSBS pour un montant de 252 943 075 HT ;
 - Construction de 23 salles de classes et 05 blocs administratifs additionnels au niveau des CEM des régions de Dakar, Diourbel, Thiès attribué à SOCOTIP pour un montant de 174 450 950 HT ;
 - Construction de 27 salles de classes et 05 blocs administratifs additionnels au niveau des CEM des régions de Saint Louis- Matam et Fatick attribué à ETA PLUS pour un montant de 199 983 514 HT.
- ✓ Absence de l'avis de la DCMP sur le Dossier d'Appel d'Offres ;
 - ✓ Le rapport d'évaluation mis à notre disposition n'est pas signé ;
 - ✓ Absence de la preuve de transmission du PV d'ouverture des offres.
- **Travaux de réhabilitation des lycées Mariama BA de GOREE et Ahmeth FALL de Saint-Louis attribué en deux (02) lots comme suit :**
- Travaux de réhabilitation du lycée Mariama BA de Gorée attribué à ESCI pour un montant de 868 623 272 HT ;
 - Travaux de réhabilitation du lycée Ahmet FALL de Saint Louis attribué à ETPE pour un montant de 140 189 277 HT
- ✓ Absence de l'avis de la DCMP sur le Dossier d'Appel d'Offres ;
 - ✓ Le rapport d'évaluation mis à notre disposition n'est pas signé ;
 - ✓ Absence de la preuve de transmission du PV d'ouverture des offres ;
 - ✓ Absence de l'avis d'attribution définitive.

Limitation :

Nous n'avons obtenu aucun document concernant les marchés suivants :

- **Travaux de réhabilitation d'infrastructures scolaires et murs de clôtures dans les établissements scolaires du Sénégal attribué en quinze (15) lots. Seuls les contrats signés avec les titulaires ont été mis à notre disposition.**
- **Construction de 670 salles de classe de l'élémentaire dans les régions de Dakar, Kédougou, Kolda, Matam, Saint louis, Tamba et Thiès. Seuls les contrats signés avec les titulaires ont été mis à notre disposition ;**
- **Construction de 250 salles de classes CEM dans les régions du Sénégal ;**
- **Construction de 09 collèges de proximité dans les régions de Dakar, Tamba, Kaolack, Kolda, Thiès, Saint-Louis, Kaffrine, Ziguinchor et Fatick répartis en cinq (05) lots comme suit :**
 - E.B.Y. : 180 200 371
 - TECHNIMEX 165 553 992
 - ETA PLUS 165 640 087
 - ESMB 175 064 801
 - SES 80 759 177

Par conséquent, nous ne pouvons pas nous prononcer sur la procédure de passation de ces marchés et de leur exécution.

3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revue de la DCMP

Concernant les Appel d'Offres Ouvert inférieur au seuil de revue de la DCMP, nous avons relevé les constats ci-dessous :

Observations d'ordre général :

- Les Procès Verbaux d'ouverture des offres ne sont pas transmis aux soumissionnaires ;
- La publication des avis d'attribution provisoire et définitive n'est pas systématique
- Les notifications aux titulaires ne sont pas systématiquement archivées.

Observations d'ordre spécifique :

Les dossiers / documents des marchés ci-dessous n'ont pas été mis à notre disposition :

➤ **Acquisition d'ouvrages et matériels didactiques pour le moyen secondaire (matching) réparti en deux (02) lots attribués comme suit :**

- Lot 1 (Ouvrages scolaires) attribué à EENAS pour un montant de 210 000 000 CFA TTC ;
 - Lot 2 (Matériels didactiques) Montant du marché : attribué à FERMON LABO pour un montant de 37 594 800 CFA TTC.
- ✓ Absence de transmission du PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires ;
 - ✓ Absence de la notification au titulaire du lot1 ;
 - ✓ Absence de l'avis d'attribution définitive ;
 - ✓ Absence du PV de réception

➤ **Entretien maintenance de matériels informatiques attribué à 01 MAINTENANCE INFORMATIQUE SUARL pour un montant de 98 000 000 F CFA**

- ✓ Absence de transmission du PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires ;
- ✓ Absence de la notification au titulaire du lot1.

Limitation :

Nous n'avons obtenu aucun document concernant les marchés suivants :

➤ **Réhabilitation du bâtiment central du Ministère de l'Education nationale réparti en six (06) lots attribués comme suit :**

- ETPE pour un montant de 26 239 572 CFA;
- SARSARA pour un montant de 4 921 196 CFA;
- GIE THIAYTOU pour un montant de 25 668 210 CFA
- ETDM pour un montant de 25 806 318 CFA
- ETDM pour un montant de 12 266 909 CFA
- EBIS pour un montant de 10 086 000 CFA

➤ **Construction de 3 lycées dans les régions de Kaffrine, Ziguinchor et Matam attribué à TECHNIMEX pour un montant de 193 798 323**

➤ **Equiperment en matériels informatiques et de reprographie des 56 IDEN pour le projet palme Oumou Informatique pour un montant de 169 853 920 CFA TTC**

- **Impression de divers documents : outils de management des écoles attribué à l'imprimerie Tandian pour un montant de 13 371 760 CFA**
- **Acquisition de diverses fournitures pour l'examen blanc national attribué à Oumou Informatique pour un montant de 48 057 742 CFA**

Par conséquent, nous ne pouvons pas nous prononcer sur les procédures de passation et l'exécution desdits marchés.

3.2.4 Marchés conclus par AOR

Nous avons relevé sur le marché passé par Appel d'offres Restreint les points ci-dessous :

- **Acquisition de matériel multimédia destiné au projet "ressources numériques de qualité pour tous" réparti en deux (02) attribués comme suit ;**
 - Lot 1 attribué à SESA Technologies pour un montant de 102 984 217 FCFA et
 - Lot 2 attribué à Oumou informatique pour un montant de 755 495 000 FCFA
- ✓ Absence de l'avis de la DCMP autorisant l'utilisation de ce mode de passation sur le dossier mis à notre disposition ;
- ✓ Absence de preuve de transmission du PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires ;
- ✓ Absence de publication des avis d'attribution provisoire et définitive du marché.

3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles

Les marchés de prestations intellectuelles du Ministère de l'Education Nationale n'ayant pas atteint le seuil ont été passés par Demande de Renseignement et de Prix.

3.2.6 Marchés conclus par DRP

Observations d'ordre général :

Nous avons relevé sur les DRP revues que :

- Le modèle type de dossier pour DRP de la DCMP n'a pas été utilisé. En effet, les lettres d'invitations ne sont accompagnées ni de formulaire de soumission ni de projet de contrat, ni de modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires mentionnant s'il y a lieu des qualifications minimales requises, ni de bordereau de prix ;
- Les qualifications des candidats ne sont pas toujours considérées dans la sélection des candidats à consulter. Des entreprises spécialisées dans les Bâtiments et travaux ont été invitées à soumissionner dans les DRP de restauration suivantes:
 - ✓ DRP : Restauration des participants à l'atelier de formation organisé par le PRESMT attribué pour un montant de 14 950 600 FCFA TTC à SARSARA Construction ;
 - ✓ DRP : Frais d'hébergement et de restauration de la formation organisée par le projet d'amélioration de l'environnement scolaire (PAES II) pour les régions de Kolda, Matam et Tamba pour un montant de 16 770 160 FCFA TTC attribué à JODES, parmi les candidats invités à cette DRP, nous avons :
 - AZKHAR INTERNATIONAL, Nouvelle Technologie de la construction et des travaux publics ;
 - ITALY HEEGE PELLITAL, entreprise bâtiment et travaux publics ;
 - Kounta FALL Entreprise bâtiment et travaux publics.

- Les notifications de rejet adressées aux candidats non retenus ne sont pas systématiques ;
- Les contrats signés ne sont pas systématiquement datés ;
- Les lettres d'invitation ne sont pas systématiquement transmises aux soumissionnaires ;
- Les pénalités de retard ne sont pas toujours prévues dans les contrats signés.

**Observations d'ordre spécifique :**

- **DRP : Achat de matériels et fournitures informatiques destinés à la DAGE du MEN attribué à 01 Maintenance informatique pour un montant de 14 407 800 FCFA**
 - Le contrat de cette DRP n'est pas daté.
- **DRP : manutention du matériel du projet d'imprimerie du MEN (PRIME) attribué à GIE JODES pour un montant de 14 513 835 FCFA**
 - Les lettres d'invitation ne sont pas déchargées par les candidats consultés.
 - Le contrat de cette DRP n'est pas daté.
- **DRP : Acquisition de matériels informatiques au profit de la DAGE du MEN attribué à PICO MEGA pour un montant de 14 986 000 FCFA**
 - Absence de lettres d'invitation ;
 - Absence des offres des soumissionnaires ;
 - Absence du PV de réception ;
 - Absence des documents de paiement
 - Absence de pénalités de retard.
- **DRP : Formation sur les modules de gestion des frais liés aux indemnités de déplacement et corrections des examens et concours dans FINPRONET au profit de la DAGE du MEN attribué à Cabinet 2D Business consulting pour un montant de 24 980 600 FCFA TTC**
 - Absence de lettres d'invitation
 - Absence du PV de réception ;
 - Absence des documents de paiement
 - Absence de pénalités de retard.
- **DRP : Acquisition de kits matériels scolaires destinés à la DAGE du MEN attribué à K2S SUARL pour un montant de 14 495 120 FCFA TTC**
 - Absence du PV de réception ;
 - Absence des documents de paiement
 - Absence de pénalités de retard.

- **DRP : Acquisition de valises de secours destinées aux infirmeries des collèges et IA par la DAGE du MEN attribué à 2S PRO SARL pour un montant de 14 973 000 FCFA**
 - Absence du PV de réception ;
 - Absence des documents de paiement
 - Absence de pénalités de retard.
- **DRP : Entretien et maintenance des matériels électroniques au profit de la DAGE du MEN attribué à ADB Group pour un montant de 14 986 000 FCFA TTC**
 - Absence du PV d'ouverture des offres
 - Absence du PV de réception ;
 - Absence du contrat ;
 - Absence des documents de paiement.
- **DRP : Impression de supports de communication pour la journée mondiale de l'enseignant attribué à Imprimerie Salam pour un montant de 9 996 370 FCFA**
 - Absence du PV de réception ;
 - Absence de pénalités de retard
 - Absence des documents de paiement.
- **DRP : Acquisition de produits d'entretien destinés à la DAGE du MEN attribué à Thiam et Cie pour un montant de 13 999 815 FCFA TTC**
 - Absence du PV de réception ;
 - Absence de pénalités de retard
 - Absence des documents de paiement.
- **DRP : Assistance et conseil dans l'élaboration des documents budgétaires destinés à l'assemblée nationale attribué à ACP pour un montant de 14 986 000 FCFA**
 - Absence des lettres d'invitation ;
 - Absence du PV de réception ;
 - Absence de pénalités de retard ;
 - Absence des documents de paiement.
- **DRP : Acquisition de matériels informatiques destinés au projet Sankore du MEN attribué pour un montant de 14 962 400 TTC à 01 Maintenance Informatique**
 - Les lettres d'invitation ne sont pas déchargées par les candidats consultés ;
 - Nous avons relevé le même NINEA sur les offres des candidats DIATOU SERVICES et Hard Technology qui sont invités parmi les cinq candidats à soumissionner à la DRP.
 - Absence de pénalité de retard.
- **DRP : Travaux de reproduction de documents budgétaires pour un montant de 14 697 962 F CFA à STABURO**
 - Absence de lettres d'invitation ;
 - Une seule offre a été archivée ; c'est celle de STABURO ;
 - Absence de délai d'exécution sur le contrat signé.

- **DRP : Acquisition de mobilier de bureau destiné à la direction de l'administration générale et de l'équipement du Ministère de l'éducation nationale attribué pour un montant de 14 825 600 à THIAM ET COMPAGNIE**
 - Absence de lettres d'invitation ;
 - Absence des offres des soumissionnaires ;
 - Absence de délai d'exécution sur le contrat signé.
- **DRP : Acquisition de mobilier de bureau destiné à la direction de l'administration générale et de l'équipement du Ministère de l'éducation nationale attribué pour un montant de 14 154 100 F CFA à THIAM ET COMPAGNIE**
 - Absence de lettres d'invitation ;
 - Absence de délai d'exécution sur le contrat signé.
- **DRP : Acquisition de fournitures de bureau destinées à la DAGE du Ministère de l'éducation nationale attribué pour un montant de 14 968 300 F CFA à OUMOU INFORMATIQUE SUARL**
 - Absence de délai d'exécution sur le contrat signé.
- **DRP : Acquisition de mobilier de bureau destiné au cabinet du Ministère de l'éducation nationale attribué pour un montant de 14 761 800 CFA à MOBICOM**
 - Absence de délai d'exécution sur le contrat signé.
- **DRP : Fournitures de manuels destinés aux lauréats du concours général 2014 attribué pour un montant de 14 465 000 F CFA à PAPEX**
 - Absence de délai d'exécution sur le contrat signé.

3.2.7 Marchés passés par Entente Directe

Le Ministère de l'Education Nationale a passé un marché par Entente Directe « Fourniture de d'ouvrages parascolaires » attribué pour un montant de 225 000 000 HT FCFA à Africaine de Services et de Travaux (AST).

L'avis de la DCMP a été obtenu sur ce marché par courrier en date du 30 octobre 2014 sous le numéro 005871/MEFP/DCMP/64 en vertu de l'article 76.1 du CMP.

Nous n'avons pas relevé d'anomalies majeures sur ce marché.

3.2.8 Avenants

Limitation :

Nous n'avons pas obtenu les dossiers des avenants ci-dessous :

- **Lot 1 : Avenant renouvellement relatif à l'entretien et la réparation de véhicules pour un montant de 35 000 000 Techno Afrique**
- **Lot 2 : Avenant renouvellement relatif à l'entretien et la réparation de véhicules 50 000 000 F CFA Techno Afrique**

Nous n'avons pas obtenu les documents justifiant l'exécution physique et financière des avenants ci-dessous :

- **Avenant de renouvellement relatif à l'entretien et nettoyage en deux lots des locaux du ministère et service 13 850 000 F CFA Nancy Muti Services Suarl**
- **Avenant de renouvellement relatif à l'entretien et nettoyage en deux lots des locaux du ministère et service 13 895 000 F CFA Nancy Muti Services Suarl**
- **Acquisition de matériels complémentaires dans le cadre de l'exécution du marché initial n° F 1396/14 pour un montant de 6 893 442 F CFA attribué à OUMOU INFORMATIQUE SUARL**
- **Avenant n°01 au marché n°1020/13 passé après appel d'offres pour la fourniture d'imprimeries spéciaux pour les examens et concours 219 425 100 F CFA GAEL IMPRIMERIE**

3.2.9 Evaluation des fractionnements potentiels

Nous avons relevé que chaque direction du Ministère gère ses Demandes de Renseignement et de Prix (DRP), ce qui favorise le risque de fractionnement. Une bonne planification permettrait de regrouper les DRP de même nature en vertu du principe d'économie.

3.2.10 Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP

Cf. rapport de synthèse de la gestion 2014.

3.3 Constats relatifs à l'exécution financière

Concernant l'exécution financière des marchés revus, nous n'avons obtenu que les titres de certification et les titres de créances.

3.4 Constats relatifs à l'Inspection physique

L'inspection physique des marchés revus du Ministère de l'Education Nationale fera l'objet d'un rapport séparé.

4. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du Ministère de l'Education Nationale
Dispositif Organisationnel			
1	Un retard a été accusé dans la mise en place de la Commission des Marchés du Ministère de l'Education Nationale. Alors que les actes de nomination doivent être transmis à la DCMP et à l'ARMP avant le 05 janvier de chaque année, l'arrêté portant nomination des membres de la Commission des Marchés du Ministère de l'Education Nationale a été signé le 21 janvier 2014 en violation de l'article 06 de l'arrêté N°012786 du 26.12.2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics.	Nous recommandons au MEN de veiller au respect des délais de transmission des actes de nomination conformément à l'arrêté N°012786 du 26.12.2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics.	La réaction tardive de certaines structures pour désigner leurs représentants est la cause de ce manquement. Nous prenons acte et tâcherons d'y remédier.
2	Nous avons relevés l'existence de commissions internes (commissions non habilitées) pour le dépouillement des Demandes de Renseignements et de Prix en violation de la réglementation des marchés.	Nous recommandons au MEN de respecter les dispositions du CMP. Il ne doit y'avoir qu'une seule Commission des Marchés chargé de l'ouverture des offres, de leur évaluation et de l'attribution provisoire des marchés.	On prend acte
3	Les attestations de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics mises à notre disposition ne sont pas conformes. Certaines ne sont pas datées (attestations de M. Etienne SARR et de M. Bassirou MBENGUE, membres de la Commission des Marchés) ; d'autres sont signées en fin de la période d'audit, le 31 décembre 2014 (attestations de M. Cheikh Tidiane MBAYE, de M. Souadou BA et M. Mamadou Lamine COLY, tous membres de la Cellule).	Nous recommandons au MEN de faire signer à toutes les personnes impliquées dans la procédure de passation des marchés la charte de transparence et d'éthique et de les transmettre à l'ARMP et à la DCMP avant le 05 janvier conformément aux arrêtés 012786 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des CM et 012783 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de Passation des marchés.	On prend acte

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du Ministère de l'Education Nationale
4	Pour la gestion 2014, le Ministère de l'Education Nationale n'a produit que deux rapports trimestriels (septembre et décembre) en violation de l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.	Nous recommandons au MEN de produire tous les rapports trimestriels en vertu de l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012.	On prend acte
5	Le rapport annuel produit par la Cellule de Passation des Marchés du Ministère est incomplet. Il ne prend pas en compte les Demandes de Renseignement et de Prix.	Nous recommandons au MEN de considérer l'ensemble des modes dans le rapport annuel.	On prend acte
6	L'archivage des dossiers de marchés du Ministère de l'Education fait défaut. En effet, les dossiers de marchés ne sont pas centralisés au niveau de la Cellule de Passation des Marchés. Chaque service archive ses documents de marchés. Les dossiers sont mal classés ; il est quasi impossible de les exploiter.	Nous recommandons au MEN d'assurer un bon classement des dossiers de marchés conformément à l'arrêté n° 012783 du 26 /12/2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés, la cellule est chargée du classement et de l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services.	Depuis la réception du rapport d'audit de la gestion 2012 intervenue en 2014, des dispositions sont prises pour l'amélioration de l'archivage. Des équipements, une formation ainsi qu'une stratégie sont déployés pour la gestion des dossiers en cours.
7	Le Ministère de l'Education Nationale ne dispose pas d'un fichier de fournisseurs agréés. La mise en place de ce fichier constitue une bonne pratique.	Nous recommandons au MEN de mettre en place un fichier des fournisseurs agréés.	Un fichier existe bien depuis le début de la gestion 2015. Il a été conçu à partir d'un avis à manifestation d'intérêt. Avis du Cabinet : Nous considérons vos commentaires toutefois, la revue a porté sur la gestion 2014.
AOO /AOR			
1	Les Procès Verbaux d'ouverture des offres ne sont pas transmis aux candidats.	Nous recommandons au MEN de transmettre les PV d'ouverture des offres aux candidats conformément à l'article 67.4 du CMP.	Les PV d'ouverture des plis sont toujours transmis aux candidats par voie électronique.
2	Les notifications aux titulaires ne sont pas systématiquement archivées.	Nous recommandons au MEN d'archiver l'ensemble des dossiers de marché.	On prend acte

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du Ministère de l'Education Nationale
3	La publication des avis d'attribution provisoire et définitive n'est pas systématique.	Nous recommandons au MEN d'effectuer les publications d'attributions provisoire et définitive conformément aux articles 84 et 84 CMP.	Les avis d'attribution provisoire sont toujours publiés. Avis du Cabinet : Nous considérons vos commentaires, toutefois, nous ne les avons pas obtenus malgré nos relances.
DRP			
1	Le modèle type de dossier pour DRP de la DCMP n'a pas été utilisé. En effet, les lettres d'invitations ne sont accompagnées ni de formulaire de soumission ni de projet de contrat, ni de modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires mentionnant s'il y a lieu des qualifications minimales requises, ni de bordereau de prix.	Nous recommandons au MEN d'utiliser le dossier type pour le lancement de ses DRP.	La CPM a mis à la disposition de tous les services du MEN les modèles types de DRP à utiliser. Des dispositions seront prises pour l'utilisation effective des dossiers types.
2	<p>Les qualifications des candidats ne sont pas toujours considérées dans la sélection des candidats à consultés. Des entreprises spécialisées dans les Bâtiments et travaux invitées à soumissionner dans des DRP de restauration, ci-après quelques cas relevés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Restauration des participants à l'atelier de formation organisé par le PRESMT attribué pour un montant de 14 950 600 TTC à SARSARA Construction ; ✓ Frais d'hébergement et de restauration de la formation organisée par le projet d'amélioration de l'environnement scolaire (PAES II) pour les régions de Kolda, Matam et Tamba pour un montant de 16 770 160 CFA attribué à JODES (parmi les candidats invités à cette DRP, nous avons : <ul style="list-style-type: none"> ○ AZKHAR INTERNATIONAL, Nouvelle Technologie de la construction et des travaux publics ; D ○ IALY HEEGE PELLITAL, ENTREPRISE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS ; ○ Kounta FALL Entreprise bâtiment et travaux publics. 	Nous recommandons au MEN de prendre en compte les qualifications des candidats pour le lancement des DRP.	On prend acte

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du Ministère de l'Education Nationale
3	Les contrats signés ne sont pas systématiquement datés.	Nous recommandons au MEN de dater tous les contrats signés	On prend acte
4	Les lettres d'invitation ne sont pas systématiquement transmises aux soumissionnaires.	Nous recommandons au MEN de prouver la transmission des lettres d'invitation par une décharge avec cachet et date de réception par le candidat.	On prend acte
5	Absence de pénalités de retard dans les contrats signés.	Nous recommandons au MEN de prévoir dans les contrats signés des pénalités de retard.	On prend acte
6	Absence de délai d'exécution dans les contrats signés.	Nous recommandons au MEN de prévoir dans les contrats signés les délais d'exécution du marché.	On prend acte
7	Les notifications de rejet adressées aux candidats non retenus ne sont pas systématiques.	Nous recommandons au MEN de notifier les candidats non retenus du rejet de leur offre conformément à l'article 78 du CMP.	On prend acte
8	Nous avons relevé le même NINEA sur les offres des candidats DIATOU SERVICES et Hard Technology qui sont invités parmi les cinq candidats à soumissionner à la DRP.	Nous recommandons au MEN de s'assurer de l'existence réelle des candidats avant de les inviter à soumissionner.	On prend acte
9	Nous avons relevé que chaque direction du Ministère gère ses Demandes de Renseignement et de Prix (DRP), ce qui favorise le risque de fractionnement. Une bonne planification permettrait de regrouper les DRP de même nature en vertu du principe d'économie.	Nous recommandons au MEN de regrouper les besoins de même nature pour réaliser des économies d'échelle.	On prend acte

5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

N° d'ordre	Constats	Application de la recommandation
1	La cellule n'a pas mis en place le fichier des fournisseurs agréés	Non Appliquée
2	La production des rapports trimestriels ne sont pas systématiques. Seuls deux rapports ont été mis à notre disposition un rapport daté du mois de juin et un autre daté du mois d'octobre.	Non Appliquée
3	Un Défaut de centralisation des marchés au niveau de la Cellule de Passation des Marchés du Ministère	Non Appliquée
4	Un retard a été noté dans la mise en place de la Commission des Marchés du Ministère de l'Education Nationale. La Commission des Marchés pour la gestion 2012 a été mise en place le 19/01/2012 alors que les copies des actes de nomination des membres doivent être transmises à la DCMP et à l'ARMP au plus tard le 05 janvier conformément à l'article 06 de l'arrêté fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics	Non Appliquée
5	Le Ministère ne transmet pas les PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires en violation de l'article 67 alinéas 4 du CMP.	Non Appliquée
6	Nous n'avons pas obtenu tous les avis d'attribution provisoire publié en violation de l'article 83 du CMP.	Non Appliquée
7	Nous n'avons pas obtenu tous les avis d'attribution définitive en violation de l'article 85 du CMP.	Non Appliquée
8	Absence des PV de réception des marchés revus	Non Appliquée
9	Absence des documents de paiement des marchés revus.	Non Appliquée
10	Les lettres d'invitation obtenues ne sont pas accompagnées de : - formulaire de soumission - projet de contrat - modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires - bordereau de prix	Non Appliquée

6. STATISTIQUES DES ANOMALIES

Marchés / Anomalies	Appels d'offres ouverts	Appels d'offres Restreint	Entente Directe	Demande de renseignement et de Prix	Total	Statistiques des anomalies
Absence de transmission des Procès Verbaux d'ouverture des offres aux candidats	18	01	-	-	19	100%
Les notifications aux titulaires ne sont pas systématiquement archivées.	18	01	-	-	19	100%
La publication des avis d'attribution provisoire n'est pas systématique	10	01	-	-	11	57%
La publication des avis d'attribution définitive n'est pas systématique	15	01	-	-	16	84%
Le modèle type de dossier pour DRP de la DCMP n'a pas été utilisé.	-	-	-	48	48	100%
Les lettres d'invitation ne sont pas systématiquement transmises aux soumissionnaires	-	-	-	7	7	15%
Les notifications de rejet adressées aux candidats non retenus ne sont pas systématiques ;	-	-	-	48	48	100%
Absence de pénalités de retard dans les contrats signés.	-	-	-	8	48	17%
Absence de délai d'exécution dans les contrats signés	-	-	-	5	48	10%

7. ANNEXES

7.1 Réponses de l'Autorité Contractante

Les réponses aux constats soulevés dans le rapport figure point 4 : Synthèse des non conformités et recommandations.

7.2 Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante

Nous n'avons pas commentaires particuliers sur les commentaires du Ministère de l'Education Nationale.